

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/100-clans-familiaux-sont-proprietaires-de-la-terre-en-Bolivie>

100 clans familiaux sont propriétaires de la terre en Bolivie.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est une information qui a un an, mais encore d'actualité parce que ces terres n'ont pas été encore perçues par l'INRA.

Redaction d'Econoticiasbolivia.com

La Paz, 7 septembre 2005.

[Leer en español](#)

Propriétaires des vies et des bêtes, environ 100 puissants clans familiaux se sont appropriés des terres les plus fertiles de la Bolivie et ont installé de gigantesques propriétés, tandis que des millions de paysans sont plongés dans une réelle famine, dans leurs micro propriétés.

Le Rapport plus récent sur le Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), diffusé aujourd'hui, établit que la distribution de la terre est tellement inégale dans le pays, que moins de 100 familles sont propriétaires de 25 millions d'hectares, tandis que deux millions de familles paysannes - presque toutes indigènes - ont à peine accès à cette ressource naturelle et travaillent sur cinq millions d'hectares.

Ceci veut dire que les 100 puissantes familles d'oligarques, qui ont de liens étroits avec le pouvoir politique et économique et se sont implantées sur tout le pays et spécialement dans l'est, disposent de cinq fois plus de terres que les paysans pauvres, qui subsistent difficilement dans les petites propriétés, dégradées par la surexploitation agricole et la faible productivité. L'inégalité aiguë dans l'accès aux terres aptes à l'agriculture et au bétail explique, en partie, l'ironie cruelle que vit la Bolivie, qui dispose d'un territoire étendu et extrêmement riche, doté de grandes richesses naturelles et d'une diversité enviable, mais dont la majorité de la population extrêmement pauvre.

Selon le rapport des Nations Unies, cette inégalité aiguë, entre quelques-uns qui ont beaucoup et les plus nombreux qui n'ont presque rien, est le moteur des conflits constants que vit le pays et la cause principale de son instabilité politique et sociale. Les spécialistes signalent, en outre, que la persistance de ces inégalités rend non viable la démocratie et la coexistence pacifique.

L'oligarchie propriétaire foncier

Malgré 50 ans de réforme agricole, l'agriculture bolivienne est divisée en deux, parcellée entre les gigantesques propriétés, la plupart d'elles improductives, et des centaines de milliers de petites propriétés campagnardes qui n'approvisionnent même plus les agriculteurs indigènes. En dépit de cela, l'économie campagnarde apporte d'avantage d'aliments et de production agricole au marché local, que la production des grandes propriétés qui préfère l'exportation de soja et les cultures du riz, sucre, coton et de la prédatrice exploitation de bois précieux.

Selon les données reprises par *Econoticias*, il y a au moins 250 mille paysans sans terre, qui déambulent dans les quartiers les plus pauvres des villes et qui occupent constamment des terres des grands propriétaires, dont ils sont délogés à coup des balles et de fouet par des mercenaires engagés par les propriétaires fonciers et par l'Armée et la Police, qui protègent les mêmes intérêts, bien que sans coût aucun.

Le fait est que les clans familiaux qui se sont approprié les terres les plus fertiles de la Bolivie ont un énorme pouvoir dans les institutions publiques et les organismes privés. Ainsi, ils ont gardé une influence puissante et inchangée au Ministère de l'Agriculture, dans la Surintendance Agricole et dans l'Institut National de Réforme Agraire, en contrôlant la concession des terres et propriétés. Ces familles ont aussi un poids énorme dans les partis politiques de droite et

ont presque toujours contrôlé le Congrès et le Gouvernement.

Toutefois, leur plus grande influence demeure dans les associations patronales paysannes et de producteurs d'agricoles de l'est comme la Chambre Agricole de l'Est (CAO), la Chambre d'Industrie et le Commerce (CAINCO) et le Comité Civique Advantage Sainte Croix, d'où ils contrôlent le pouvoir régional et tissent des alliances avec les entreprises multinationales du pétrole et du gaz.

Il n'est pas accidentel, pour cette raison, que le pouvoir de grands propriétaires terriens et pétrolier gère selon leur caprice la région la plus riche de la Bolivie comme celle de Santa Cruz, et depuis là articulent un projet sécessionniste contre les organisations sociales, de travail et populaires du pays qui luttent pour la nationalisation des hydrocarbures et pour une nouvelle et véritable réforme agraire.

Ces deux consignes (nationalisation et réforme agraire) ont déjà émergé avec force durant les journées révolutionnaires d'octobre 2003 et de mai-juin 2005, qui se sont terminées par la chute des ex présidents néolibéraux Gonzalo Sánchez de Lozada et Carlos Mesa, des fervents défenseurs des compagnies pétrolières et des grands propriétaires terriens.

Faim de terre

Parmi les paysans et indigènes, la première consigne est la récupération des terres et la seconde réforme agraire, en expropriant les grands propriétaires terriens. Avec 90% de la population indigène et campagnarde plongée dans la pauvreté, la soif de terre produit actuellement l'occupation de grandes propriétés improductives, qui sont entre les mains des chefs d'entreprise, militaires et adhérents aux dictatures des années 70 et 80, et du schéma néolibéral des années 90.

Entre campesinos e indígenas, la consigna mayor es la recuperación de las tierras y la segunda reforma agraria, expropiando a los grandes latifundistas. Con un 90% de la población indígena y campesina sumida en la pobreza, la sed de tierra está generando actualmente la ocupación de extensos latifundios improductivos, que están en manos de empresarios, militares y adherentes a las dictaduras de las décadas del 70 y 80, y del esquema neoliberal de los 90.

"Ces terres nous allons les occuper, si le gouvernement n'a pas la capacité ni la volonté politique de faire rendre ces propriétés qui ne remplissent aucune fonction économique et sociale, et seulement servent pour des affaires et du trafic de terres", a dit à *Econoticias* il y a un temps le chef des paysans sans terre, Angel Duran.

"Ces concessions à des grands propriétaires ne sont pas *agricolement* exploitées (plus de 95% sont inexploitées) et on les trouve généralement entre les mains de spéculateurs, qui gardent ces bonnes terres agricoles pour les vendre postérieurement, quand l'État les bonifiera avec des chemins et un autre taux d'infrastructure", dit-il convaincu que le seul chemin viable pour qu'il y ait la paix et le progrès dans les campagnes est la réforme agraire.

Les autorités de la Surintendance Agricole et du Ministère de l'Agriculture garantissent, avec des données précises, que la plupart de ces néo propriétés ont été établies sur la base de concessions illégales et arbitraires de terres.

Mini propriétés misérables

Par contre, dans l'ouest du pays, la terre perd sa fertilité et déjà n'approvisionne plus ses paysans, qui transitent péniblement de la petite propriété au "*sillon famélique*".

"Le processus de fragmentation extrême de la terre dans l'altiplano et les vallées, sur des surfaces chaque fois plus petites, présente des problèmes pour l'application de technologies les plus efficaces, qui permettraient de générer des excédents et d'accumuler des capitaux", indique un rapport officiel à auquel a eu accès cette agence.

La petite propriété et la crise productive condamnent à la ruine l'économie campagnarde du plateau et des vallées, où prédomine une productivité misérable, où règne la pauvreté et croît le mécontentement.

50 ans après la réforme agraire, qui a essayé de redistribuer équitablement la terre en Bolivie, on a produit un processus de fragmentation de la terre tellement extrême et accéléré dans ces régions que, selon un rapport du Ministère de l'Agriculture, apparaissent chaque année 16.000 nouvelles petites propriétés, ce qui complique les processus productifs et les rend non viables à très court terme.

Aujourd'hui, chaque paysan du plateau et les vallées a en moyenne beaucoup moins de terre qu'avant, ce pourquoi on voit s'accélérer le processus d'abandon des secteurs traditionnels et une forte migration de la campagne vers les villes et de l'ouest à l'est. Le résultat de ce processus est l'élargissement des cordons de pauvreté et la marginalité autour des principales villes et les conflits croissants pour la possession de terres spécialement dans l'est, comme l'établissent diverses études.

Différences abyssales

Durant les dernières années, cette extrême inégalité et iniquité qui existe en secteur rural a renforcé les différences abyssales de revenus dans le secteur urbain et dans tout le pays. Le Rapport du PNUD établit que le revenu des 10% les plus riches de la population dépasse de 90 fois les revenus des 10% les plus pauvres. Ces différences basées sur la richesse sont le premier lien d'un cycle d'inégalité qui poursuit les gens pendant toute leur vie, signale l'étude. Et ceci est répété de manière dramatique dans toutes les sphères de la vie des boliviens. Les femmes de foyers pauvres ont beaucoup moins de probabilité de recevoir une attention prénatale et durant l'accouchement par un personnel médical spécialisé et leurs enfants ont aussi moins de probabilité de survivre et de finir leur scolarité, et les enfants qui ne la terminent pas ont davantage de probabilités de percevoir de plus petites revenus. Ainsi, le cycle de privations est transmis d'une génération à une autre, indique le document.

En ce qui concerne l'éducation, on informe que bien qu'en moyenne les boliviens aient entre cinq ans et cinq ans et demi de scolarité, il existe une différence de sept années de scolarité moyenne entre le 20% plus riche et le 20% plus pauvre de la population. Le taux de pauvreté, qu'avait diminué à 48.7% en 1999, a augmenté à 61.2% en 2002. Le chiffre est plus alarmant si on considère la population indigène : 88% est pauvre.

Les chiffres reflètent aussi les inégalités entre les zones rurales et les urbaines. Par exemple, "les taux de mortalité qui sont 1.9 fois plus grandes entre les enfants de la campagne que entre ceux qui vivent dans les villes".

Traduction pour *El Correo* de l'espagnol de : Estelle et Carlos Debiasi.